



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

11 DEC. 2015

PREFECTURE
DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES
BUREAU DES PROCEDURES D'UTILITE PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
SECTION INSTALLATIONS CLASSEES
DPI-BPUPE-IC/GM-N°2015- 319 -

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Commune de WAILLY BEAUCAMP

SARL CARRIERE SAISON

----- **ARRETE DE MISE EN DEMEURE**

La Préfète du Pas-de-Calais
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 janvier 2015 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO, en qualité de Préfète du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de M. Marc DEL GRANDE, administrateur civil hors classe, Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1999 autorisant la Société SAISON à exploiter, sur le territoire de la commune de WAILLY BEAUCAMP, lieudits « Le Chemin des Bois » et « Le Mont Roger » une carrière de sables, graviers et silex ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 mai 2009 autorisant la Société SAISON à poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière précitée sur le territoire de la commune de WAILLY BEAUCAMP ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015-10-135 du 24 juillet 2015 portant délégation de signature ;

VU le rapport de visite de M. le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Inspecteur de l'Environnement en date du 16 octobre 2015, sur le site de la SARL CARRIERE SAISON ;

VU la lettre de M. le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 16 octobre 2015 informant la SARL CARRIERE SAISON de la proposition de mise en demeure ;

Considérant que lors de la visite du 8 septembre 2015, l'inspecteur de l'Environnement (spécialité installations classées) a constaté que les articles suivants de l'arrêté préfectoral du 18 mai 2009 susvisé n'étaient pas respectés, à savoir :

- * article 3 : information du Public
- * article 11 : clôtures et accès
- * article 13.1 : plans
- * article 23 : renouvellement de garanties financières
- * article 31 : modification du dossier

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3, 11, 13.1, 23 et 31 de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la SARL CARRIERE SAISON de respecter les prescriptions des articles précités ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE :

ARTICLE 1er :

La SARL CARRIERE SAISON, dont le siège social est situé ZI de la Foraine de Lannoy – 80120 RUE, est mise en demeure, pour l'exploitation de la carrière qu'elle exploite lieudit « Le Chemin des Bois Nord » à WAILLY BEAUCAMP, de respecter les dispositions reprises dans le tableau ci-dessous dans les délais indiqués, et ce à compter de la notification du présent arrêté.

Référence réglementaire Arrêté préfectoral du 18 mai 2009	Prescription	Délai
Article 3	<u>INFORMATION DU PUBLIC</u> L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté	15 jours
Article 11	<u>CLOTURES ET ACCES</u> Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert, notamment l'accès aux fronts en cours d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées	15 jours

Article 13.1	<p><u>PLANS</u></p> <p>Un plan à l'échelle 1/2 000° est établi.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - les zones remises en état, - la position des ouvrages visés à l'article 12 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales, - les bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et la borne de nivellement visés à l'article 4, - les pistes et voies de circulation, - les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte, - les installations fixes de toute nature : bascules, locaux, etc.... <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et tenu à la disposition de l'Inspection de l'Environnement</p>	1 mois
Article 23	<p><u>RENOUVELLEMENT</u></p> <p>L'exploitant adresse au Préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 6 mois avant leur échéance</p>	15 jours
Article 31	<p><u>MODIFICATION DU DOSSIER</u></p> <p>Tout projet de modification des conditions d'exploitation des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation</p>	1 mois

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à cet article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de la SARL CARRIERE SAISON conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même code.

ARTICLE 3 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

En application de l'article R 514-3-1 du Code de l'Environnement :

- le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif,
- le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de un an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 4 : PUBLICITE :

Une copie du présent arrêté est déposée en Mairie de WAILLY BEAUCAMP et peut y être consultée.

Cet arrêté sera affiché en Mairie de WAILLY BEAUCAMP pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

ARTICLE 5 : EXECUTION :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-Préfet de MONTREUIL SUR MER et l'Inspecteur de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL CARRIERE SAISON et dont une copie sera transmise au Maire de WAILLY BEAUCAMP.

Arras, le

11 DEC. 2015

Pour la Préfète,
Le Secrétaire Général,



Marc DEL GRANDE

Copies destinées à :

- SARL CARRIERE SAISON – ZI de la Foraine de Lannoy – 80120 RUE
- Sous-Préfecture de MONTREUIL SUR MER
- Mairie de WAILLY BEAUCAMP
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement - Service Milieux à LILLE (courriel)
- Dossier
- Chrono